

ALLEMAGNE

BULLETIN BIMESTRIEL D'INFORMATION
DU COMITE FRANÇAIS D'ECHANGES AVEC L'ALLEMAGNE NOUVELLE

21, rue Béranger, Paris-3^e.

SOMMAIRE

Deux dialogues franco-allemands . p.	2
Où en est le catholicisme allemand?	3
A travers les livres allemands . . .	12
Un grand livre sur le chancelier fédéral	16

A discuter

Le texte ci-contre « Bilan politique des rapports franco-allemands » ne prétend en aucune façon exprimer une autre opinion que celle de son auteur. Il est certain que bien des lecteurs du bulletin se trouveront en désaccord avec tel ou tel point de l'analyse.

Nous aimerions qu'ils fassent un effort et rédigent leurs objections, remarques ou contre-propositions. Nous pourrions ainsi, dans le prochain numéro, présenter un véritable dialogue entre les membres de l'association sur les sujets de la plus immédiate actualité. Le bulletin en deviendrait beaucoup plus vivant.

Et, en discutant sur la situation présente, nous échapperions peut-être au reproche pas entièrement injustifié que nous font certains de nos jeunes lecteurs. Ainsi une étudiante écrit, après avoir eu pour la première fois un numéro d'« Allemagne » entre les mains : « Je suis assez enthousiasmée par ce journal, surtout lorsque je pense qu'il a été fondé en 1948. Ça a dû être un tour de force à l'époque ! Mais je crois qu'il faudrait le tourner maintenant beaucoup plus résolument vers l'avenir, y parler moins des souffrances de l'Europe d'hier que de la construction de l'Europe de demain. »

Ici encore, nous voudrions consulter nos lecteurs. Peut-être est-ce une solution de facilité que d'insister sur la fidélité au passé : là-dessus il n'y a guère de divergences entre les membres du Comité, alors que les différences de vues sur le présent et l'avenir sont très sensibles. La solution est sans doute dans la multiplication des débats. Encore faut-il que les divers points de vue se manifestent.

BILAN POLITIQUE DES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

FIV-Dok.Nr./DFI

R 112 426

PAR ALFRED GROSSER

Quand on parle aujourd'hui des relations franco-allemandes c'est en général aux relations de Gaulle-Adenauer que l'on pense (1). Cela va si loin que, dans un petit livre : « L'Unité occidentale et le Marché commun », qui vient de sortir en traduction française, le célèbre journaliste américain Walter Lippmann, qui est hostile au Général et qui l'est au Chancelier depuis que ce dernier et le Général sont amis, écrit : « Le binôme franco-allemand n'est qu'une alliance personnelle entre le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer. »

Je voudrais que nous regardions ensemble, avant d'en discuter :

— L'historique de ces relations franco-allemandes ;

— Les rapports entre le Général de Gaulle et le Chancelier, en essayant d'interpréter la pensée surtout du Général de Gaulle ;

— Le contexte international dans lequel se situent ces rapports politiques franco-allemands ;

— Enfin, les régimes politiques qui servent de support à ces relations.

Historique depuis 1945

Nous avons trop tendance à oublier, en France, aujourd'hui, qu'en 1945 on ne jugeait pas tout à fait l'Allemagne et les Allemands comme on le fait aujourd'hui. Deux exemples seulement :

Dans un livre, préfacé d'ailleurs par M. André François-Poncet, l'auteur écrivait : « La population de Cologne était gardée contre ces hontes par son érédité celtique. Quant aux régions correspondant à peu près à l'ancienne forêt hercynienne, il était chimérique d'espérer extirper le racisme et l'antisémitisme par les méthodes envisagées jusqu'ici. On ne change pas en quelques années des formes psychologiques remontant à la préhistoire. » Donc, les Celtes étaient des bons et les « Hercyniens » des mauvais. Pour Henri Massis, c'était bien plus simple : « On s'obstine, écrivait-il encore en 1949, à traiter les Allemands comme s'ils étaient en tous points des hommes semblables aux autres hommes. »

Disons que cet extrémisme raciste de l'interprétation française de l'Allemagne n'a été que le fait de quelques-uns. A l'époque, la grande majorité des Français acceptait, approuvait la politique faite par le Général de Gaulle et son Ministre des Affaires Etrangères, M. Georges Bidault, à savoir : Maintenir l'Allemagne aussi divisée et aussi contrôlée, aussi prisonnière que possible.

Il y avait cependant — et pour la seule fois de la soirée, c'est à titre de secrétaire général du Comité que je me permets d'insister là-dessus, un certain nombre d'hommes, dès 1945, la plupart issus des Mouvements de Résistance et des camps de concentration allemands, qui ont commencé à créer ce qui est devenu, dans la suite, l'infrastructure des relations franco-allemandes.

Je n'insiste pas sur les travaux de rencontres et d'échanges qui ont eu lieu entre 1945

et aujourd'hui. Je voudrais simplement insister sur le fait suivant : Indépendamment de l'existence de gouvernements favorables ou défavorables aux bons rapports franco-allemands, il existe aujourd'hui, dans les ambassades, dans les Ministères, tant à la Direction des Syndicats, des partis, que des groupements divers dans les deux pays, des hommes qui se connaissent depuis une quinzaine d'années, qui ont pris l'habitude de travailler ensemble et qui, quelle que soit la conjoncture politique, examinent de la même façon les mêmes problèmes.

Pourquoi, lorsque le Président Heuss a été en Angleterre, y a-t-il eu une réaction défavorable de la presse anglaise ? Pourquoi, lorsque le Président Lübke a été à Paris, l'accueil a-t-il été, sauf dans la presse communiste, favorable ? Cela ne tient pas seulement aux opinions publiques, cela tient au fait que, contrairement à ce qui se passe en Grande-Bretagne, la plupart des journalistes spécialisés, en France, dans les questions allemandes, sortent de ces rencontres franco-allemandes de l'après-guerre.

Cependant, pour la grande majorité de la population française, cet effort initial est passé inaperçu, et c'est en 1947 qu'a eu lieu le premier grand changement. Vous vous souvenez que la plupart des Français ont eu à choisir entre deux antipathies : Préférait-on, détestait-on plutôt, davantage Moscou ou les Allemands ? Wall Street ou les Allemands ? Pour les communistes, tout était simple. Il y avait les bons Allemands, ceux qui habitaient à l'est de l'Elbe, et les mauvais Allemands, ceux qui habitaient à l'ouest.

Pour les non communistes, c'était plus difficile. Ils ont hésité longtemps, et pour reprendre la célèbre formule du *Spiegel* : « Les Français souhaitaient, en 1950, une armée allemande qui fût simultanément plus grande que l'armée russe et plus petite que l'armée française. »

Cette contradiction entre deux volontés, ce conflit entre le passé et la conjoncture présente, vous la retrouvez à une échelle très locale. Dans une enquête — je prends ce seul exemple — effectuée en 1950, dans les écoles de Vienne, sur le Rhône, où l'on demandait notamment aux enfants, de remplir les points de suspension : « Les ... sont intelligents », « Les ... sont bêtes », etc., (ceux-ci ont répondu pour

(Suite page 4)

(1) Conférence faite dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne, le 23 octobre 1962.

Le lundi 11 décembre à 20 h 45
à la Sorbonne

M. Klaus von BISMARCK

Directeur gén. du Westdeutscher Rundfunk
Radiodiffusion et Information
en Allemagne

(Suite de la 1^{re} page)

« sont intelligents » : « les Français ». A : « Les sont belliqueux », la plupart des enfants écrivaient à l'époque : « les Allemands ». Mais à la question : « Les vont faire une guerre », ils n'écrivaient plus du tout les Allemands ; selon l'appartenance sociale des parents, ils mettaient soit : « les Russes », soit les « Américains ». Et c'est là où l'on voit se produire très nettement ce divorce entre l'héritage du passé et l'appréciation de la conjoncture.

Cependant, il a fallu, en 1950, beaucoup de courage à M. Roerich Schuman pour commencer une politique qui allait à contre-courant. Il est moins difficile, j'y reviendrai, de faire une politique qui va dans le sens du courant.

A partir de 1954-1956, tout s'apaise ; le problème sarrois est résolu comme sont résolus tous les problèmes extérieurs français depuis une quinzaine d'années : par le fait qu'on cède à l'interlocuteur. Il n'y avait sans doute pas d'autre solution. Je signale au passage qu'en échange, le problème des réparations est passé totalement inaperçu. Pourquoi ? Parce que nos amis Allemands, on peut le rappeler aujourd'hui, après 1945, se disaient trop pauvres pour payer et, après 1953-1954, trouvaient qu'il était bien tard et que c'était une bien vieille histoire.

En 1956-1957, on allait même vers une période euphorique. Les relations franco-allemandes s'amélioraient d'autant plus que les rapports de la France avec les autres pays s'aggravaient constamment. Le paradoxe de la IV^e République, c'est qu'on est parti de la formule — j'exagère à peine — « Pas d'ennemi, sauf l'Allemagne », pour déboucher sur la formule : « Pas d'ami, sauf l'Allemagne ».

En effet, vers 1956-1958, la grande majorité de la population française était convaincue que les méchants Américains et les méchants Britanniques voulaient tout nous prendre en Afrique du Nord, qu'il fallait absolument s'opposer, par une vague de xénophobie, assez semblable à ce qu'avait connu la République de Weimar au cours de ses premières années, à ce qui apparaissait comme le déclin de la France. Or, seule la République Fédérale allemande n'était pas en compétition avec la France où que ce fût.

La politique du Général de Gaulle

En 1958, comme vous ne l'ignorez pas, le Général de Gaulle arrive au pouvoir. A ce moment-là, à Bonn, à Washington, on commence par être inquiet. Pourquoi ? D'abord parce que, quand il se produit un phénomène nouveau on est inquiet à Bonn et à Washington. Ensuite, parce qu'on analysait la pensée du Général de Gaulle en se disant : Il n'a pas été spécialement germanophile dans le passé. Les hommes qui l'entourent, par exemple M. Michel Debré, n'ont pas été à l'avant-garde du combat pour l'unité européenne. Par conséquent, il risque d'y avoir une détérioration des rapports entre Paris et Bonn.

Or, c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Pourquoi ? Parce que l'analyse que l'on a faite des partis du Général de Gaulle ne tenait pas compte des éléments essentiels de sa politique. Pour mieux les comprendre, je voudrais vous présenter, en quelques mots, la pensée politique du Général en matière de politique extérieure, telle que je la vois.

Le Général de Gaulle est un nationaliste. Qu'est-ce qu'un nationaliste ? Je donne une définition aussi simple que possible : C'est quelqu'un pour qui la nation est la valeur politique suprême, pour qui la nation est au sommet de l'échelle des valeurs politiques. Ce qui importe, c'est l'unité de la nation à l'intérieur pour pouvoir faire une politique extérieure.

L'une des raisons pour lesquelles le Chancelier et le Général se sont si bien entendus, c'est que, pour l'un comme pour l'autre, la seule vraie politique, c'est la politique extérieure, la politique intérieure ayant uniquement pour but de donner des moyens à la politique exté-

rieure. Pour le Général de Gaulle, on peut multiplier les exemples dans ce sens. Je n'en prendrai que deux : son idée des ministères-clés qu'il refuse, en 1945, aux communistes, et en 1958, à M. Jacques Soustelle : Défense Nationale, Affaires Étrangères et Intérieur, parce que ce sont les trois Ministères qui commandent la politique extérieure, le Ministère de l'Intérieur étant défini comme celui de « la police qui couvre » la politique extérieure. Et lorsque, dans Ses Mémoires, le Général de Gaulle parle des réformes sociales intervenues en France en 1944 et 1946, et dont il se félicite à juste titre, il rappelle qu'il n'était pas d'accord avec les partis politiques sur le sens à donner à ces réformes. Il précise que ce qu'il avait en tête, comme but des réformes sociales, était la puissance de la France, et non pas, par exemple, une autre répartition du revenu national. Le but de la politique intérieure, c'est de permettre la politique extérieure, c'est d'améliorer le rang de la France.

Or, autant en 1945 le rang de la France pouvait être par exemple de tenter — et ce fut la politique du Général de Gaulle avec l'alliance de décembre 1944 avec l'Union Soviétique — de jouer entre l'est et l'ouest, autant, lorsque le Général de Gaulle revient au pouvoir en 1958, il ne s'agit plus du tout de cela ; il s'agit de monter, au sein de l'alliance atlantique, acceptée une fois pour toutes. En quelque sorte, pour prendre une formule à la George Orwell, il s'agit d'être, de l'Alliance atlantique, l'un de ceux qui sont plus « égaux » que les autres. L'adversaire, ici, c'est la Grande-Bretagne, alliée privilégiée des Etats-Unis.

Comment peut-on faire pour réaliser cette montée au sein de l'Alliance atlantique ? Comme le Général de Gaulle sait que la France seule n'est pas assez forte pour cela, il faut un soutien, et ce soutien, c'est la République Fédérale qui le fournira. Mais pourquoi se contenterait-elle de jouer, en quelque sorte, le rôle de second de la France dans l'Alliance atlantique ? Parce qu'il y a une contrepartie. La contrepartie, c'est la fermeté, le soutien français à l'égard des positions de la République fédérale vers l'est.

Je voudrais attirer ici votre attention sur un phénomène assez surprenant : Le Général de Gaulle, normalement, devrait être l'homme d'Etat français le plus tenté en dehors des communistes, de se rapprocher de l'Union Soviétique, ou plus exactement de la Russie, car c'est seulement depuis quelques mois qu'il parle de l'Union soviétique. Jusqu'alors il parlait essentiellement de la Russie, ce qui était conforme à sa conception de la vie internationale fondée sur les nations et non pas sur les idéologies. Pourquoi serait-il tenté par cela ? D'abord, à cause de sa conception des limites de l'Europe. Lorsque M. Khrouchtchev est venu à Paris et que le Général de Gaulle a rappelé que la France et la Russie étaient (je cite) « filles de la même Europe », cela voulait dire quelque chose qui est, je crois, plus significatif en France qu'en Allemagne.

Pour la plupart des Français, la culture russe fait partie de la culture européenne au même titre que d'autres, alors qu'en Allemagne on a parfois tendance à croire que Karl Marx est né quelque part du côté de Nijni-Novgorod et qu'il y a une séparation fondamentale entre la culture qui existe de l'autre côté du rideau de fer et celle qui existe de notre côté.

Il faut ajouter qu'entre 1947 et 1958, tous les gouvernants français ont vécu dans l'espoir des conférences au sommet. Pourquoi ? Parce que la France avait un intérêt opposé à celui de l'Allemagne. Chaque fois qu'il y avait tension entre l'est et l'ouest, la République Fédérale devenait un allié intéressant à utiliser contre l'est. Elle devenait un sujet actif de politique internationale. Pendant cette tension, le Pentagone se souvenait que l'armée française venait d'une population votant à 25% communiste ; en période de détente, la République Fédérale redevenait un objet dont on parlait en son absence. La France, elle, redevenait l'un des Quatre Grands discutant de l'Allemagne. Si les

accords de Paris ont été ratifiés au Sénat, en 1955, c'est parce que M. Edgar Faure a promis aux sénateurs qu'il ferait son possible pour amener une conférence au sommet, qu'il a d'ailleurs obtenue, pas uniquement de son fait, l'été suivant.

Or, le Général de Gaulle, si soucieux du rang de la France, refuse la Conférence au sommet, et ne l'a acceptée à un moment que pour deux raisons évidentes : la première qu'elle se tiendrait à Paris et qu'il présiderait la première séance, et la seconde, c'est qu'il n'y aurait pas de résultats à cette réunion.

Les raisons pour lesquelles il est hostile à ces conférences au sommet me paraissent être de deux ordres : La première, c'est qu'il est un homme d'Etat, comme le Chancelier, à savoir qu'il a quelques idées simples auxquelles il subordonne l'ensemble de sa politique. Le rang au sein de l'Alliance atlantique avec le soutien allemand est un objectif fondamental. On ne va pas le gâcher en faisant une politique incertaine du côté de l'est.

La seconde raison, c'est qu'il est dans le caractère du Général de Gaulle de ne pas vouloir céder sous la pression, ou plus exactement de ne céder qu'en affirmant qu'on se trouve en situation de force. Deux exemples : Lorsque Churchill lui demande, pendant la guerre, pourquoi de Gaulle est si désagréable avec Roosevelt, alors que lui, Churchill, est si gentil, de Gaulle répond en substance : « Parce que vous avez l'empire britannique derrière vous, moi je n'ai rien ! Je ne peux donc pas faire de compromis. » Autre exemple : Il y a un an ou un peu plus, vous vous souvenez du discours du Général de Gaulle à la radio, où, pendant vingt minutes, il nous a exposé combien la France était un grand pays, allant jusqu'à dire que la viande de notre bétail, le lait de nos vaches, étaient d'une qualité particulière. Et pendant vingt minutes, je me suis demandé : « pourquoi cela » ? La réponse est venue à la fin. En quelques phrases, il annonçait que les négociations allaient s'ouvrir à Evian avec le F. L. N. Un pays si riche, si puissant, qui négocie, c'est un geste de générosité ; un pays faible qui négocie, c'est une capitulation.

Et je crois qu'il faut interpréter en partie la politique vers l'est dans cette perspective : Pas de négociation avec l'Union Soviétique s'il s'agit de concessions unilatérales.

Le rapprochement entre les deux hommes a été fort loin et, manifestement, ils ont été séduits l'un par l'autre. Je n'insisterai pas, car le temps manque, sur les traits de caractère qui font qu'ils pouvaient s'estimer.

Le voyage en Allemagne

Je voudrais aller tout de suite à l'aboutissement qu'a été le voyage du Général de Gaulle en Allemagne. Dans ce voyage, il faut distinguer deux choses tout à fait différentes : la technique et le contenu des discours.

La technique est la même qu'en France. Le Général de Gaulle est un remarquable acteur. Cela n'a rien de péjoratif dans la bouche d'un professeur dont le métier ne se conçoit pas sans un élément semblable au métier d'acteur. Qu'est-ce qu'un bon acteur ? C'est celui qui sait communiquer à une audience une émotion qu'il ne partage qu'en partie, car il reste à distance de sa propre émotion. Lorsque vous lisez, dans les Mémoires du Général de Gaulle, cette phrase où il parle d'une foule, en France : « Alors, me laissant saisir par une émotion calculée... », vous voyez percer une technique qui n'a absolument rien de blâmable, qui est celle d'un homme qui aime le contact avec la foule, car il y voit le peuple libéré des intermédiaires qu'il déteste et il y voit également un moyen d'action.

Mais il est plus intéressant de voir le contenu des discours. On peut les résumer en quelques points, je voudrais en faire cinq.

1) - L'affirmation qu'il n'y a plus de complexe en France, et la phrase des usines Thyssen : « Aujourd'hui, ce qui se fait dans la Ruhr n'éveille plus dans mon pays que sympathie et satisfaction. » Je crois que c'est très largement vrai et il faut en dire les raisons. L'une de

ces raisons tient au Général de Gaulle : c'est le remplacement, en France, dans une large mesure, du nationalisme d'amertume des dernières années de la IV^e République, par un nationalisme d'orgueil qui est toujours du nationalisme, mais qui présente des avantages par rapport à l'amertume.

Il y a surtout une transformation à peu près complète de la pensée française en matière économique. Nous avons, là, subi une véritable révolution. Qu'est-ce qui distinguait la droite et la gauche au point de vue économique dans le temps ? La droite parlait d'équilibre budgétaire, la gauche meilleure répartition du produit social, et ni la droite, ni la gauche ne parlaient production. La révolution, c'est que nous nous sommes américanisés ; sur ce point, c'est une bonne chose. Cela consiste à ce que droite et gauche parlent d'abord production et marché en expansion. Il y a 15 ans, nous ne voulions pas que la Ruhr produise davantage d'acier parce que, par définition, la France devait en produire moins. L'idée que les deux pouvaient produire davantage, parce que les besoins augmenteraient, idée qui existait aux Etats-Unis ou en Allemagne, est une idée très neuve en France et c'est une des explications de l'absence de complexe à l'égard du marché commun, ce qui surprend tous les observateurs. Qui, d'entre nous aurait cru, en 1957, que c'est la France qui demanderait l'accélération du marché commun et n'invoquerait pas sans cesse les clauses de sauvegarde ?

2) - Autre point des discours : Aux yeux des Allemands, le voyage du Général de Gaulle a eu d'autant plus de signification qu'il était le Général de Gaulle. Il l'a très bien senti. C'était le ralliement de toute une aile du nationalisme français au rapprochement franco-allemand. Cela veut dire, bien sûr, qu'on allait moins contre le courant que cela n'avait été le cas pour M. Robert Schumann en 1950, mais, cette fois, les Allemands étaient sûrs que c'était la grande majorité du peuple français qui acceptait véritablement le rapprochement franco-allemand.

3) - Ce qui a encore plu, dans le voyage du Général de Gaulle, c'est un certain style. Tous les témoins s'accordent pour dire que le fait qu'il ait abordé des ouvriers des usines Thyssen en commençant son discours par : « Messieurs », a fait la plus grande impression. Pourquoi ? Parce qu'ils sont habitués à s'entendre parler sur un ton paternaliste par le patronat et la C.D.U. et sur un ton assez démagogique par le S. P. D. Le simple respect humain du « messieurs » a paru impressionnant.

4) - Le Général de Gaulle a sans doute eu raison de rappeler aux Allemands qu'ils étaient un grand peuple. En 1945, on ne l'a pas dit assez. Autrement dit, seuls un petit nombre de Français expliquaient aux Allemands qu'ils n'avaient pas à avoir honte de l'ensemble de leur Histoire depuis les temps préhistoriques.

5) - Cependant, ce qui me paraît le point faible des discours du Général de Gaulle en Allemagne, c'est qu'il a parlé beaucoup moins en chef de la Résistance française à l'Allemagne hitlérienne qu'en tant qu'ancien combattant de 1914-1918 qui voit dans ce voyage l'aboutissement heureux de l'« Histoire des deux peuples » de Jacques Bainville, à savoir : Toutes les guerres précédentes étaient au fond semblables et ces guerres fratricides sont aujourd'hui terminées.

L'inconvénient de cette attitude, c'est que cela favorise, en Allemagne, ceux qui disent : Ne parlons plus de l'hitlérisme puisque c'était une guerre comme les autres, comme les précédentes, et tirons un trait sur l'ensemble de ce passé guerrier entre les peuples.

Du côté du Chancelier, quelle est l'attitude actuellement, face au Général ?

D'une part, le Chancelier a manifestement été séduit par le Général. Ainsi, les rôles ont été renversés. A la fin de la IV^e République, il faut bien dire que lorsque nos gouvernements allaient à Bonn, c'était pour recevoir du Chancelier un brevet de bon homme d'Etat. Aujourd'hui, c'est le Général qui présente le Chan-

celier à la foule en lui disant : « Vous savez, il est très bien ! » C'est un renversement quand même très remarquable.

Le Chancelier semble l'accepter pour des raisons de personne et pour des raisons de fond. Le Chancelier est un homme réaliste et il considère que ce que de Gaulle apporte et son idée de l'Europe est plus que s'il n'y avait rien, et que c'est déjà beaucoup... J'y reviendrai tout à l'heure.

Est-ce que cela veut dire que de ce tête-à-tête qui irrite tant Walter Lippmann, sortiront des choses particulières, des ententes particulières ? Je n'en crois rien. Les propositions françaises récentes n'ont pas reçu de réponse à Bonn. Je ne suis pas persuadé qu'elles étaient formulées tellement dans le but d'en recevoir. Leur contenu n'avait rien de précis, et dimanche dernier, à Munich, M. Roland de Margerie a fortement insisté sur le fait que le tête-à-tête franco-allemand appartenait au domaine du mythe et qu'il ne fallait pas de tête-à-tête franco-allemand.

Le contexte international

Et ceci nous amène à la question : Dans quel contexte se situe cette évolution des relations franco-allemandes ?

Ce contexte se situe sur trois plans différents :
1) Ce que l'on pourrait appeler les problèmes allemands spécifiques : Oder-Neisse, D.D.R., Berlin.

2) La stratégie occidentale.

3) Les problèmes européens.
Les problèmes allemands spécifiques : Il est très difficile d'expliquer, en Allemagne — et lorsqu'on le fait on se fait vite traiter de communiste, notamment dans la presse réfugiée — que pour l'immense majorité des Français et d'ailleurs pour les Anglais et les Américains semble-t-il, lorsqu'ils pensent à la réunification allemande, cela veut dire réunification jusqu'à la ligne Oder-Neisse, et pas plus loin. En admettant les raisons juridiques, morales et autres qui plaident pour le point de vue allemand, il me semble que c'est rendre un mauvais service aux relations franco-allemandes que de laisser subsister les illusions à ce sujet.

Et je crois que le Général de Gaulle, involontairement — mais on ne sait pas si c'est involontairement — a laissé renaître un doute en saluant à Munich et à Bonn les dirigeants d'organisations de refusés. Le résultat c'est que, dans la Revue de Presse du *Göttinger Arbeitskreis*, on expliquait que le Général de Gaulle était revenu sur son affirmation de 1959, disant que la frontière était définitive. Je crois que c'est laisser subsister un malentendu.

Pour le problème de l'autre Allemagne, qu'on appellera en République Fédérale « zone d'occupation soviétique » ou « Allemagne centrale », en France « Allemagne de l'est », R.D.A. ou D.D.R., il faut rappeler que le gouvernement français est celui qui prend les attitudes les plus fermes parmi les Alliés.

Il faut également indiquer que le sens du courant va, dans l'opinion française, vers une « normalisation » de la situation. Il ne faut pas sous-estimer le rôle joué par le sport dans ce genre d'affaires. Tous les Français ne lisent pas *Le Monde* ; beaucoup de Français lisent *L'Equipe* ou *Sport et Vie*. Leur réaction est régulièrement : Comment se fait-il que le gouvernement français ne veuille pas que la Fédération Internationale de cyclisme se réunisse à Paris, en refusant les visas d'entrée aux gens d'Allemagne de l'Est ? Comment se fait-il que tel championnat ne puisse pas avoir lieu ? etc...

Il ne faut pas sous-estimer ce fait ? Il faut aussi y répondre dans une large mesure par ce que j'appellerai l'argument des Jeux Olympiques : En 1936, les Jeux Olympiques ont rendu service à Hitler par l'immense satisfaction de prestige qu'ils lui ont valu aux yeux des pays qui se disaient le plus fortement anti-nazis.

Mais, bien entendu, le problème immédiat, crucial, c'est celui de Berlin. Il est immédiat et crucial parce que le problème de la ligne Oder-Neisse, depuis quinze jours, a fait marche arrière, si j'ose dire, car l'argument majeur en

faveur d'un changement d'orientation de la politique allemande était : « assouplir la position de Gomulka ». Or, depuis quelque temps, la position de Gomulka s'est tellement durcie qu'on ne voit plus la signification d'une concession rattrapant ce durcissement extrême.

Pour Berlin, la position française a été l'une des plus fermes. Je crois que l'on peut très bien faire comprendre, en France, ce que représente le sort de deux millions de Berlinoises ; on peut expliquer le mur, bien sûr, en disant qu'aucun gouvernement ne pourrait tolérer de voir trois millions de ces citoyens s'enfuir. Mais je voudrais ici attirer l'attention sur un phénomène intellectuel français qui touche notamment et surtout les intellectuels de gauche. Celui de deux catégories de raisonnements : le raisonnement moral et le raisonnement réaliste.

Le raisonnement réaliste s'applique à toute mesure prise à l'ouest. Autrement dit, ce que fait M. Kennedy, à tort ou à raison, à Cuba, doit être condamné au nom de la morale. Ce que l'Union Soviétique fait à Berlin doit être excusé au nom du réalisme. Je crois que ce manque d'homogénéité dans l'attitude est une chose dont nous devons prendre conscience vis-à-vis de nos amis allemands.

Actuellement, sur Berlin, il y a des dissensions manifestes entre Français et Américains, et je ne sais qui a gagné jusqu'à maintenant. Du côté français, on dit : Parce qu'on n'a rien proposé aux Russes, il ne s'est rien passé. Du côté américain on répond, non sans raison : C'est parce que nous avons fait comprendre aux Russes à quel point Berlin était vital, non seulement pour notre politique allemande, mais pour notre politique mondiale, à savoir que si nous cédon à Berlin, plus personne, ni en Asie, ni en Afrique, ni en Scandinavie, ne pourra plus jamais faire confiance à une garantie américaine. C'est parce que nous avons fait comprendre cela aux Russes qu'il ne s'est rien passé à Berlin.

Et surtout Kennedy, qui connaît le jeu, dira : Khrouchtchev s'est certainement engagé : ce qu'il faut, c'est trouver une issue par laquelle il ne perdrait pas totalement la face. Et je crois que tout l'art de la diplomatie c'est effectivement d'obtenir un arrangement sans contraindre l'autre à perdre la face.

Cela dit, il existe aujourd'hui, en Allemagne, une espèce de méfiance à l'égard de la garantie américaine ; elle est due à deux raisons :

La première est très simple : De 1949 au 13 août 1961, les Allemands ont vécu la période postérieure au pont aérien : les Américains, pensaient-ils, ont fait le pont aérien, donc ils ne nous lâcheront pas. Depuis le 13 août 1961, le pont aérien est en partie oublié ; on vit la période où ils ont laissé élever le mur ; ils n'ont rien fait. Je crois que cela change nettement l'orientation d'une attitude.

Mais il y a surtout, la question de la stratégie, et c'est là le second aspect du contexte international.

Walter Lippmann, avec beaucoup de brutalité, écrit ceci : « Ce pouvoir de décision (fisez atomique) nous devons le garder puisqu'en fin de compte c'est à nous qu'échoient les responsabilités suprêmes. » Et critiquant l'attitude du Général de Gaulle, il ajoute : « La force de frappe est un stratagème qui engagerait les Etats-Unis tout en réservant à l'Europe continentale, au tout premier chef, l'initiative nucléaire. »

C'est exactement de cela qu'il s'agit, en effet. Il faut bien voir que lorsque Walter Lippmann déclare : « Quand de Gaulle sera parti la politique française changera », il se trompe du tout au tout, car les éventuels successeurs du Général de Gaulle, disons ceux qui forment aujourd'hui le centre du « non », ont, pour des raisons différentes du Général de Gaulle, une politique fort semblable.

Quel est le fondement de la politique atomique du Général de Gaulle ? C'est d'abord le souvenir de 1934. Pourquoi les chars ? Pourquoi l'opposition à la ligne Maginot ? Pas seulement pour des raisons militaires, mais également parce que c'est seulement avec les armes offensives qu'on peut faire une diplomatie. Si l'on dit

d'avance que le seul but d'une armée est de défendre le territoire, on défend effectivement le territoire, mais lorsque l'ennemi s'en prend à la Tchécoslovaquie ou à la Pologne, on est obligé de capituler.

Munich a été largement la conséquence de la politique de la ligne Maginot. D'où la nécessité de l'arme offensive. Transposé en termes de 1962, cela veut dire : l'arme atomique, la force de frappe succède aux tanks. Une simple difficulté : les deux ne sont pas du même ordre technique. Le Général de Gaulle admet qu'avec la force de frappe on retrouve une certaine égalité, une certaine indépendance de mouvement. Je crois — et à ses yeux, cela passerait certes pour du défaitisme — que le rapport des forces matérielles est tel dans le monde qu'il n'y a pas d'indépendance diplomatique et stratégique complète à l'égard des Etats-Unis pour un pays occidental.

Mais les successeurs éventuels — et je pense à celui qui a le plus élaboré ce genre de problème, comme M. Maurice Faure — eux aussi, croient à la nécessité d'avoir un armement nucléaire autonome pour que les Russes soient certains qu'une attaque sur Berlin déclencherait le conflit et donc ne feraient pas d'attaque. Il leur paraît que la crédibilité d'une réplique américaine a diminué depuis que les Etats-Unis risquent le suicide national en menaçant l'Union Soviétique de répliquer.

Mais alors, l'Allemagne ? Est-ce que le Général de Gaulle voudrait donner des armes atomiques à l'Allemagne ? Les Accords de Paris l'interdisent. Ils interdisent à l'Allemagne les armes atomiques, bactériologiques et chimiques. Je crois que la pensée du Général de Gaulle — je l'interprète à l'extrême — est beaucoup plus brutale : il faut une défense commune, les Français auront l'arme atomique, les Allemands l'infanterie. Quand on parle ainsi, cela paraît provocant. Le Général de Gaulle répliquerait (je lui prête ce propos) qu'après tout c'est ce qui se passe entre les Etats-Unis et les Européens depuis 1949 et que cela ne paraît pas tellement scandaleux.

Seulement, je crois que c'est irréalisable entre France et Allemagne. C'est là où intervient le contexte aux yeux des Américains et de beaucoup d'Allemands. Le non-réarmement nucléaire de l'Allemagne est un des rares éléments de négociation dont ils disposent dans le problème de Berlin comme contrepartie de concessions soviétiques sur Berlin. Par conséquent, réarmer indépendamment et réarmer l'Allemagne atomiquement, c'est se condamner à Berlin et c'est se condamner à une tension permanente en Europe.

Paradoxes européens

Mais cette Europe, quelle est-elle ?

La situation est aujourd'hui doublement paradoxale. Dans l'affaire du Marché Commun, tout le monde veut ce qu'il veut, plus le contraire de ce qu'il veut. M. Spaak voulait en principe l'Europe supranationale ; il veut aussi l'entrée de l'Angleterre qui seait la fin de l'Europe supranationale, parce qu'il a peur du tête-à-tête franco-allemand.

Les Allemands veulent en principe l'Europe politique, mais l'Europe économique, conséquence du Marché Commun, leur a fait peur car c'est un peu une Europe planificatrice, et même les syndicats allemands sont moins planificateurs que le patronat français. La planification, en Allemagne, passe presque pour du communisme. Par conséquent, cette Europe-là que veulent les Français, sans toujours vouloir l'Europe politique, paraît difficilement acceptable en Allemagne. Puis, surtout, il y a deux séries de conversions qui font que l'on ne comprend plus de quoi il s'agit... enfin tout au moins, pas moi ! Jean Monnet, d'un côté, et les Américains de l'autre côté, se sont convertis à une Europe élargie. Lorsque Walter Lippmann écrit : « A cette Europe exclusive et bornée, inventée par le Général de Gaulle et le Dr Adenauer, s'oppose un parti libéral représentant chacun des six membres de la Communauté... ce sont M. Jean Monnet lui-même, M. Spaak, M. Hallstein, etc. », on joue à front renversé. Le Général de Gaulle est accusé de vouloir l'Europe des Six et les anciens partisans de l'Europe des Six trouvent cela scandaleux et réclament à grands cris l'entrée de la Grande-Bretagne, ce qui paraît normal à ceux qui s'opposaient à l'Europe des Six.

Il est très difficile de savoir comment se joue

ce jeu. Les Etats-Unis ont changé. Ils soutenaient l'Europe des Six, ils soutiennent l'entrée de la Grande-Bretagne. Le résultat c'est qu'on entend dire par M. Lippmann et par d'autres : « Si aujourd'hui le Chancelier et le Général disparaissaient, la base même de l'accord franco-allemand serait détruite. »

Je voudrais montrer, en deux mots, que c'est plus vrai pour la succession du Chancelier que pour la succession du Général. En effet, supposez que le Général de Gaulle disparaît un jour, soit battu un jour et que ceux qui se disent les Européens, sans qu'à mon avis on voie très bien aujourd'hui ce qu'ils entendent par là comme but politique, arrivent au pouvoir, ils resteront sceptiques à l'égard de l'entrée de la Grande-Bretagne s'ils restent conséquents avec eux-mêmes, car le but du Marché Commun n'était pas économique. Le Marché Commun était une technique économique pour arriver à un but politique qui était l'union des Six pays ; avec la Grande-Bretagne, il est uniquement question de technique économique et de savoir quels sont les meilleurs aménagements économiques.

Le résultat c'est que, en France, ceux qui croient encore à l'Europe politique supranationale, sont très réservés à l'entrée de la Grande-Bretagne pour des raisons totalement différentes à celles du Général de Gaulle pour qui la Grande-Bretagne pourrait entrer, si elle payait. Payer quoi ? Renonciation d'une situation privilégiée par rapport aux Etats-Unis, communication des secrets atomiques, le côté économique étant accessoire.

En Allemagne, il en va tout différemment. Si le Chancelier disparaissait, quelle serait la politique de ses successeurs ? Le Chancelier aura deux successeurs au moins, l'un à la direction du parti, l'autre à la direction du Gouvernement. Il y a quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent pour qu'à la direction du parti, ce soit un catholique, et à la direction du Gouvernement, un protestant. Ce n'est pas sans importance. Ni M. Schroeder, ni M. Erhard, ni M. Gerstenmaier ne sont véritablement attirés, disons par le monde romain méditerranéen. M. Schroeder, de par ses connaissances linguistiques qui est l'anglais, de par son éducation et son style se limiterait difficilement à la France et à l'Italie, alors que la Grande-Bretagne et la Scandinavie resteraient à la porte.

Pour des raisons économiques, et pour d'autres, il en serait de même pour M. Erhard. Je crois que, contrairement à ce qu'on dit en général, il y a, en Allemagne, une amorce beaucoup plus grande qu'en France d'un élargissement de l'Europe, Europe qui serait complètement différente de l'Europe des Six, ne serait-ce que parce que la politique intérieure allemande de l'Europe élargie est un point de ralliement des libéraux, des sociaux-démocrates et d'une partie des chrétiens-démocrates. M. Schroeder, qui était un homme détesté par l'opposition et par les libéraux, au moment de son arrivée à la Koblenzstrass, est aujourd'hui en excellents termes avec l'opposition socialiste et l'autre parti gouvernemental, les libéraux. Cela tient, en partie, au style et au contenu d'une politique extérieure sensiblement différente de celle du Chancelier, par conviction, sans doute, mais aussi pour qu'il ne lui arrive pas la même mésaventure qu'à M. Von Brentano, qui a politiquement disparu pendant toute la période où il a été Ministre des Affaires Etrangères, tellement il était écrasé par la personnalité du Chancelier.

Quelle Europe ? Il est très difficile de répondre. Mais, ce que l'on peut dire, c'est qu'indépendamment de la formule de cette Europe, les deux Etats, la France et la République fédérale, ont à la fois des points de divergence et de rapprochement qu'il nous faut considérer, dans un dernier point, pour voir comment se présente aujourd'hui le bilan.

Deux pays différents et semblables

En principe, les deux pays se rapprochent parce qu'ils se réclament du même système de valeurs libérales. Dans la réalité, il y a de sensibles différences. En France, nous sommes habitués aux luttes violentes, pas seulement oratoires, au cours de ces dernières années. En

Allemagne, depuis 1949, c'est à la fois l'ordre politique et aussi le calme. A quoi cela est-il dû ? Il faudrait insister, peut-être pourrions-nous le faire dans la discussion, sur le paradoxe que représente aujourd'hui une constitution en France et en Allemagne. Je m'explique. Il y a deux façons de considérer une constitution : Comme une technique à produire de bons résultats politiques et comme la Charte sacrée du pays. L'Allemagne, aujourd'hui, a le régime de la Charte sacrée à l'américaine. Pourquoi ? Parce que la République Fédérale est née par opposition à l'absence du respect de la loi sous le régime hitlérien.

En France, où chaque République est née parce que la précédente fonctionnait mal, tout en se réclamant des mêmes principes, la constitution est une simple technique et tous les juristes allemands seront choqués par ce qui fait l'unanimité des oui et des non, en France, à considérer qu'une constitution, c'est un moyen, et vous entendez cela chez les non comme chez les oui. Au-dessus de la Constitution, il y a la volonté populaire. Pour les Etats-Unis, pour l'Allemagne, c'est l'inverse.

Qu'en est-il des libertés fondamentales dans les deux pays, ces libertés dont nous nous réclamons des deux côtés de la frontière ? Disons match nul ! D'un côté, la télévision. En Allemagne, M. Erhard ayant fait un discours d'une heure pour exposer sa politique, M. Ollenhauer a réclamé qu'on lui donne immédiatement le même temps de parole. Ce fut accordé, car c'est la règle du jeu... ne poussons pas les comparaisons !

En revanche, pendant que le Gouvernement français nommait M. Roger Garaudy, membre du Bureau politique du Parti communiste, Professeur de Faculté, faisant preuve par là, à mon avis tout au moins, d'esprit libéral, en Allemagne, vous l'avez vu dans le dernier numéro d'« Allemagne », une enquête menée pour demander : « Est-ce que quelqu'un qui serait pour la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse devrait avoir le droit d'écrire, de parler à la télévision, de voir ses ouvrages, même sur d'autres sujets, prêtés par les bibliothèques municipales ? » a apporté cette réponse : « Même pas prêter les livres dans les bibliothèques municipales. » Disons que l'esprit de tolérance n'est pas entièrement généralisé !

On pourrait insister sur les différences entre la conception du communisme, la conception du catholicisme, on pourrait également insister sur le fait que les élites jeunes, en France, sont plus à gauche qu'en Allemagne, si l'on entend par « gauche » celui qui parle d'ordre à établir plutôt que d'ordre à préserver. Mais je crois qu'il faut surtout souligner l'interprétation entre le passé allemand et le présent français.

Bien sûr, lorsque nous parlons du passé allemand, nous pensons constamment : « Est-ce qu'il y a, en Allemagne, un danger nazi ? » On pense aux gens qui, en Allemagne, occupent des fonctions importantes, alors que leur prise de position ou leurs écrits, dans le passé, avant qu'ils ne devinssent professeur de journalisme ou ministre des cultes, était lourdement chargée ; on pense à ces hommes, mais on aurait tort d'y penser exclusivement ; ils deviennent vieux, ce qui est un bon point, puis leur influence est peut-être moins menaçante en Allemagne que l'influence d'une certaine forme de nationalisme français qui pourrait devenir contagieuse. Et si un pays est menacé un peu par l'autre, dans la préservation de la démocratie, c'est l'Allemagne par la France, plutôt que la France par l'Allemagne.

Pourquoi ai-je dit le passé allemand et le présent français ? Parce que, au cours des dernières années, nous avons été amenés, un certain nombre de nous tout au moins, à nous rappeler ce que nous avions dit aux Allemands après 1945 : « N'invoquez pas trop l'excuse de l'ignorance » et « l'obéissance ne justifie pas tout ». Une grande majorité des Français considérait qu'un certain nombre d'actes étaient spécifiquement allemands. Nous avons appris, depuis, qu'ils pouvaient également être commis par des Français. Et je crois que tous ceux qui se sont

préoccupés des rapports franco-allemands dans l'après-guerre, sont, au cours des dernières années, arrivés à la conclusion qu'il était de leur devoir de ne pas rester inactifs dans un certain nombre de problèmes français ; seuls avaient le droit de reprocher aux Allemands de n'avoir pas voulu savoir ou de n'avoir pas refusé d'obéir, ceux qui, lorsqu'il s'est agi de faits de dimensions différentes, mais de nature semblable, se produisant au nom de la France, ne se sont pas tus.

Je crois que nous avons appris, au cours des dernières années, à essayer d'être conséquents avec nous-mêmes, lorsque nous mêlons morale et politique et lorsque nous émettons des exigences à l'égard des gouvernements et à l'égard de ceux qui leur obéissent.

C'est pour cela que toute la discussion avec les Allemands s'est trouvée, en quelque sorte, renouvelée. Il n'est d'ailleurs que de voir à quel point le passé allemand est utilisé aujourd'hui, en France, par les uns, pour dire : « Voyez comme cela se ressemble », par les autres, le Ministre de l'information notamment, pour dire avec autant d'inexactitude que l'autre camp : « Voyez à quel point cela ne se ressemble pas... depuis que Hitler... » et ainsi de suite. Jamais peut-être le passé allemand n'a été autant invoqué dans la vie politique française, ce qui fait qu'il y a un regain d'intérêt pour ce passé en France.

Je crois que cela vient surtout de ce que les craintes allemandes pour l'avenir français sont peut-être plus justifiées à courte échéance que les craintes françaises pour l'avenir allemand. Et pourtant, je ne crois pas à ces craintes parce que, de plus en plus, nous nous interdépendons dans une même société fort peu favorable à une résurgence de fascisme, à une naissance d'un régime comme nous en avons connu. Les similitudes sont de plus en plus fortes entre les deux pays. Malgré les apparences, on pourrait démontrer que les conflits s'apaisent en France. La plupart des grands conflits sont mourants, certains parce qu'ils n'ont plus d'objets (le conflit de la décolonisation s'épuise avec l'absence de colonies), d'autres parce que la société elle-même se transforme.

En Allemagne, on voit naître une réaction contre l'esprit de conformisme qui s'est manifesté dans les années 1950-1960 ; lorsqu'on décrit comme parfaitement conformiste une partie des jeunes Allemands, on est un petit peu en retard ; les signes en sens inverse se multiplient et on voit se rapprocher, pour les tâches communes, l'intérêt pour le tiers monde, l'intérêt pour un aménagement de la société, deux peuples, indépendamment du climat politique.

Quelle est la différence entre un optimiste et un pessimiste ? Le pessimiste est celui qui considère ce qui pourrait aller mieux ; l'optimiste est celui qui considère ce qui pourrait aller plus mal. Lorsqu'on considère les relations franco-allemandes, il faut être optimiste, pas seulement par tempérament, mais simplement parce que nous sommes ingrats. Si nous voulons bien considérer ce qui paraissait irréalisable, il y a quinze ans, et qui a été réalisé, la détente qui est intervenue entre les deux pays, le fait que la République Fédérale, malgré ses défauts, a un respect des libertés au nom duquel on a combattu le nazisme, que la France, malgré ses défauts, n'est pas totalement dissemblable de ce qu'on espérait pendant les années 1940-1944, je crois qu'il est permis de dire que le bilan d'aujourd'hui, on ne pouvait même pas l'imaginer il y a quinze ans, à une époque où fut créé ce Comité, au nom duquel je ne vous ai pas parlé, car beaucoup de ses membres ont dû beaucoup désapprouver ce que je vous ai dit.

Extrait de la discussion

Question. — Je me suis trouvé à Berlin, juste avant le fameux mur ; je pense personnellement que si les Américains l'avaient voulu, le mur n'aurait jamais été érigé.

Réponse. — C'est une des questions que l'on discute le plus en Allemagne. J'ai au moins deux témoins indiscutables qui, comme tous les témoins

indiscutables, se contredisent. Je connais au moins un Allemand qui a vu que les soldats, les vopos, qui protégeaient les maçons du mur, n'avaient pas de chargeur à leur fusil, que, par conséquent, il suffisait de faire quelque chose. J'ai également vu un Allemand qui m'a juré, avec la même sincérité, qu'il avait vu des vopos qui lui avaient dit qu'ils avaient l'ordre de tirer s'il se passait quelque chose.

Où est la vérité ? Certains des présents la connaissent mieux que moi, mais je crois que le risque était considérable. On sait comment commence le premier coup de feu ; on ne sait pas comment continue l'enclenchement, l'ascension de l'enjeu et de la montée vers ce qui pourrait être l'utilisation d'armes plus terrifiantes.

Cela dit, il est évident que les Occidentaux se sont trouvés totalement désarmés au lendemain de la décision, non seulement parce qu'ils n'ont rien décidé, mais parce qu'ils ont pris tellement de jours à discuter pour arriver à la conclusion qu'ils ne décideraient rien ! Je crois que cette semaine du 13 au 20 août, où les Occidentaux n'ont cessé de dire « qu'on verrait ce qu'on verrait » et où finalement on n'a rien vu, a été fort mauvaise pour le moral allemand.

Cela dit, si vous avez été à Berlin, vous avez vu à quel point la situation est terrifiante, non pas pour une attaque, mais pour ce que les Allemands appellent la « tactique du saucisson », à savoir qu'il est si facile d'enlever par tranche les libertés berlinoises, sans jamais dépasser le point où la réaction en force occidentale deviendrait justiciable aux yeux des opinions publiques. On ne va pas menacer de guerre mondiale pour une question de passeport à montrer ! On ne va pas menacer de guerre mondiale non plus pour une question de contrôle de l'approche des avions ! Et ainsi de suite. Et il est difficile, pour les diplomates occidentaux — il faut les plaindre sur ce point — de trouver la ligne de force à adopter et en même temps à la rendre crédible à la fois aux opinions publiques et à l'adversaire.

Question. — Quelles peuvent être les répercussions, sur l'évolution de la question de Berlin, de la décision américaine de faire le blocus de Cuba ?

Réponse. — Cuba-Berlin. La presse allemande a été saisie, il y a une quinzaine de jours, par une espèce de panique. On croyait en effet que, du côté américain, on acceptait un marchandage Cuba-Berlin. Vous ne faites rien à Cuba, nous faisons des concessions à Berlin.

Aujourd'hui, on croit qu'il n'en est rien. Mais je crois que le phénomène important, ce sont les réserves psychologiques allemandes à l'égard des Etats-Unis au cours de ces dernières semaines. Je crois qu'on peut les expliquer facilement. Cela tient aux hommes et au style de l'administration Kennedy.

Les dirigeants allemands ont été habitués à rencontrer des hommes formés à l'Europe et préoccupés par l'Europe, qu'il s'agisse de Dean Acheson ou de Foster Dulles, de Dillon ou d'autres encore, des hommes qui avaient vécu en Europe et pour qui l'Europe était, disons, la patrie politique et qui, par ailleurs, comprenaient les réactions sentimentales de leurs interlocuteurs allemands. Aujourd'hui, dans le gouvernement américain, et surtout autour du Président Kennedy, vous avez des hommes dont la formation passe par les problèmes du tiers-monde beaucoup plus que par ceux de l'Europe, qui sont plus intellectuels, plus froids, plus logiciens, et moins à même de comprendre, disons les appréhensions émotives de l'interlocuteur allemand !

Je crois que ce n'est pas le contenu du dialogue germano-américain qui est en cause, mais le changement de style des interlocuteurs, et c'est cela qui a fait très largement naître la certitude qu'il y avait, ce que M. Bidault appelait en 1954, un « marchandage planétaire » entre Cuba et Berlin. Je crois que c'est exactement l'inverse, à savoir que le gouvernement Kennedy se trouve conduit, ne serait-ce que parce qu'on est à la veille des élections, à se montrer d'une particulière intransigeance sur les deux points.

Question. — Les relations franco-allemandes peuvent-elles avoir une influence sur la politique de l'Allemagne à l'égard du tiers-monde ?

Réponse. — Ce que nous écrivions les uns et les autres, il y a quatre ans, a cessé d'être vrai. La République Fédérale, non seulement commence à s'intéresser au tiers-ordre, mais elle multiplie les initiatives. On a nommé un Ministre compétent, ce qui n'est pas toujours le cas, pour s'occuper de ce genre de problème ; on a créé des institutions ; on a multiplié les contacts.

Du côté français il reste, bien entendu, des réticences. Ceci existait déjà quand M. Krupp allait aux Indes ; on voyait, du côté français, la double réaction : « Encore lui ! » et « Cela vaut quand même mieux que Khrouchtchev ! » Devant ces deux réactions contradictoires, on hésitait.

Aujourd'hui, cela se fait sur un plan un peu commun, avec cependant, du côté français, un plus fort sens, disons de la responsabilité encourue.

J'ai suffisamment critiqué le Général de Gaulle pour dire que l'aspect le plus favorable de ce qu'il appelle l'ambition nationale, c'est précisément cela, ce que les Allemands comprennent mal. La tâche la plus difficile du Gouvernement français, demain, sera d'expliquer aux Français qu'il faut d'autant plus donner en hommes et en argent, pour l'Afrique qu'elle échappe davantage à la domination politique française. Disons tout simplement : Une mère de famille qui envoie son enfant en classe, qui le voit rentrer de l'école en disant : « Nous étions cinquante-cinq en classe, l'instituteur n'était pas là, parce qu'il n'y en a pas », et qui ouvre son journal et voit qu'on envoie des milliers d'instituteurs en Afrique du Nord, en les surpayant, à une réaction de « Canard enchaîné », c'est-à-dire un peu poujadiste, en disant : « Mais gardons-les pour nous ! » Ce qu'il faut bien se dire, c'est que la formation d'instituteurs est une tâche majeure de la politique extérieure dans le monde d'aujourd'hui.

Je crois qu'ici, en Allemagne, on est en retard sur la France, dans le sens, disons, des devoirs que crée le fait d'être un grand pays à l'égard des pays africains.

Question. — Vous avez mentionné le problème de la ligne Oder-Neisse. Ne nourriez-vous pas dire quelque chose sur ce problème, en particulier sur le fait géographique qu'il y a trois Neisse. Ce seul fait peut avoir une influence sur le problème et sa solution. Comment les Français voient-ils ce problème ?

Réponse. — Le nombre de Français qui connaissent l'existence d'une Neisse est infime. Le nombre de Français qui connaissent l'existence de plusieurs Neisse devient du domaine infinitésimal.

Je ne crois donc pas que cela joue un rôle décisif dans la conception française des frontières ; je crois même qu'aujourd'hui, dans toute la discussion sur la frontière, on a dépassé le stade 1944-1945 où on achoppait entre Alliés sur Neisse occidentale et Neisse orientale, c'est-à-dire avec ou sans le bassin silésien et Breslau. Ceci est si périmé que l'on discute globalement de la limite actuelle.

Je crois simplement qu'il faut tenir deux langages très différents en France et en Allemagne. A l'égard des Français, souligner sans cesse ce que représente, pour les Allemands, de renoncer à des villes devenues bien plus importantes allemandes et plus profondément allemandes qu'Alger et Oran n'ont jamais été françaises. Par conséquent, c'est précisément de l'expérience algérienne et du drame qu'a été, pour tant de Français, l'Algérie, que devrait naître une compréhension de ce que représente, pour des millions d'Allemands, la perte de territoires, à mon avis, perte définitive, ce qui ne veut pas dire perte juste. Cela ne veut surtout pas dire : perte que nous pouvons exiger de nos amis Allemands de passer sous silence, simplement parce qu'il nous est désagréable de nous entendre rappeler quelle était la position cynique des dirigeants anglais ou français à la fin de la guerre sur ce genre de problème au moment où ils se réclamaient, les uns et les autres, de la Charte de l'Atlantique : la non-modification des frontières après la guerre, et le respect de la libre volonté des populations.